

Loi Taubira : le débat est rouvert par la consultation la plus votée en ligne sur le site du CESE

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 08 janvier 2019

Source [Boulevard Voltaire] Depuis vendredi minuit, on assiste à une explosion des dépêches et articles sur le thème : « *Gilets jaunes : abroger le mariage pour tous, la revendication la plus votée de la consultation en ligne* » (*BFM*), etc. Une tribune de Fabien Bouglé, porte-parole du Collectif On Ne Lâche Rien, qui est à l'origine de la proposition.

Samedi, Marlène Schiappa, secrétaire d'État à l'Égalité entre les femmes et les hommes, a réagi à cette nouvelle sur Twitter par un « *Not on my watch* » (« Pas tant que je serai là »), rouvrant ainsi le débat en affirmant non pas une opposition résolue à l'hypothèse mais en laissant entendre, d'une certaine façon, que cela pourrait être envisageable après son départ...

Il faut donc saluer cette victoire qui montre que non seulement le débat n'est pas clos mais qu'il peut être rouvert à tout moment. La question de la légitimité de la loi Taubira se retrouve sur le devant de la scène en pleine discussion sur le renouvellement des lois de bioéthique avec la volonté du gouvernement de libéraliser la PMA et le diagnostic préimplantatoire (DPI), technique eugéniste, résolument contestée lors des États généraux de la bioéthique.

Cet événement a déclenché les aboiements des chiens de garde du système et d'une presse étonnamment « complotiste », s'érigeant en censeur des revendications sociales, parlant d'un « *pseudo-noyautage* », de « *hors-sujets et de récupération* ». Et occultant, par là même, la bannière du CESE : « *Avec ou sans gilets jaunes ; citoyens, citoyennes, exprimez-vous !* »

Et ils se sont exprimés, en tout cas ceux qui ont pu avoir connaissance de cette consultation qui a, de fait, reçu très peu de publicité par les médias du système.

Si le résultat paraît, à première vue, surprenant, il est pourtant très cohérent car le mouvement des gilets jaunes ne prend pas seulement sa source dans les quelques centimes de plus à la pompe : il exprime des clivages et des ruptures internes aux Français, un ras-le-bol face au manque d'écoute des pouvoirs publics et au manque de représentation ; le refus, enfin, d'un changement radical de civilisation.

La porosité et les points communs entre les deux mouvements sociaux qui se sont élevés dans les cinq dernières années sont évidents : chiffres de manifestants mensongers, répression de l'expression populaire, gazage et violences policières de manifestations pacifiques dans le but de décrédibiliser, arrestations abusives pour port de vêtements inappropriés, gardes à vue multipliées et même condamnation à de la prison ferme.

Les revendications se rejoignent : le pouvoir d'achat des familles, la solidarité intergénérationnelle, le refus d'un virage civilisationnel accompagnés de lois iniques qui dénaturent l'identité française, la volonté d'obtenir un référendum quand ils se voient opposer un déni de démocratie.

Gilets Jaunes et opposants à la loi Taubira : nous sommes tous des Gaulois réfractaires ! La presse n'a pas à désigner les revendications légitimes ou illégitimes, ni à décider ce qui est « gilet jaune » et ce qui ne l'est pas.

C'est pourquoi nous appelons à « l'extension du domaine de la lutte » par la convergence des résistances contre emprise oligarchique et pour le retour d'une réelle démocratie.

Fabien Bouglé

Conseiller municipal de Versailles - Groupe d'opposition Versailles Familles Avenir, Porte-parole du réseau Ulysse, réseau national anti-éolien